

TAUX DE L'ABONNEMENT.

Pour douze mois.....	\$4.00
Pour six mois.....	2.00
Pour trois mois.....	1.00
Pour un mois.....	0.50

L'édition tri-hebdomadaire du Journal paraît les MARDI, les JEUDI et les SAMEDI. On ne peut s'y abonner pour moins de six mois. Dans le cas des abonnements pour un temps indéfini, le retrait n'a lieu que sur avis donné à l'administration au moins un mois avant l'échéance du semestre courant, et après avoir soldé son compte.

On s'abonne directement aux bureaux du Journal, Haute-Ville, près de l'Archevêché.

LE JOURNAL DE QUÉBEC

Politique, Commercial, Industriel et Littéraire.

L'éditeur-proprétaire, A. COTÉ, à qui toutes correspondances, lettres, etc., doivent être adressées franco.

TAUX DES ANNONCES.

Six lignes.....	\$0.50
An-dessus de six lignes et pas plus de dix.....	0.60
Pour chaque ligne au-dessus de dix lignes.....	0.05

Une remise libérale est accordée pour les annonces à long terme.

Les annonces déposées jusqu'à 10 heures du jour de la publication paraissent le même jour.

Toute annonce envoyée sans ordre sera publiée jusqu'à avis du contraire.

POLITIQUE EUROPEENNE.

DE LA PROCHAINE RÉUNION DE LA CONFÉRENCE.

On écrit de Londres, le 29 mai :

Tout le monde croit à la prochaine réunion de la conférence. Nous frôlons comme tout le monde. La peur de la guerre et de ses conséquences, toujours si incertaines et si obscures, peut opérer des miracles. Voici donc la conférence réunie ; il ne surgira d'ici au 15 juin, époque probable de la réunion annoncée, aucun fait de guerre ; il ne se produira aucune difficulté de forme ; tout marchera au gré des amis de la paix, c'est à dire de tout le monde. Toute difficulté aura-t-elle disparu ? Si nous ne sommes pas plus avancés que nous ne le sommes ?

On a beaucoup admiré l'art avec lequel a été rédigé le programme des questions qui doivent être soumises aux délibérations de la conférence. Et certes on n'a pas tort. La manière de présenter les choses a son prix : *molles aditus rerum*, dont parle le poète, a opéré des prodiges. Mais de quelque importance que soit la forme, elle ne peut aller jusqu'à supprimer le fond, et c'est le fond qui l'autoriserait à supprimer pour qu'on ait quelque raison vraiment sérieuse de compter sur une solution satisfaisante.

Il y a trois questions posées devant la conférence : la question de Venise qu'on a essayé d'atténuer en y substituant celle de la sécurité de l'Italie ; la question des duchés de l'Elbe et de celle de la réforme fédérale. M. de Girardin nous dit, dans son article du dimanche 27 mai, que ces trois questions s'aident mutuellement qu'elles ne pourraient pas se résoudre séparément, mais que, prises collectivement, rien ne sera plus facile, et que la chose se fera comme par enchantement. Eh bien ! soit ; M. de Girardin a raison, nous admettons avec lui qu'il est plus aisé de s'entendre quand on est trois que quand on est deux, comme il est permis de le conclure de la séance d'intérieur de la Sganarelle et de sa femme, qui ne font que se chamailler dans la tête à tête, et qu'il suffit de l'intervention d'un tiers pour réunir dans la plus cordiale entente. Mais les trois questions, si grosses par elles-mêmes de toutes sortes de difficultés, s'agissent-elles qu'elles n'en amènent pas d'autres ? Croit-il qu'il suffira d'abandonner Venise à l'Italie, les duchés à la Prusse, une partie de l'Allemagne ou la Principauté d'Autriche, pour que tout s'apaise ? Mais c'est là la fatalité même de cette situation, qu'on ne peut trouver un remède à un mal sans qu'aussitôt on se remette en de nouveau mal lui-même, qu'on ne saurait guérir que par un remède également impur. Les questions se résolvent si peu l'une par l'autre, qu'elles en font une série de difficultés sans cesse renaissantes.

Nous ne sommes pas, il s'en faut, les ennemis de la paix, ni par conséquent de la conférence, qui est une tentative faite en faveur de la paix ; nous serions donc très-heureux si la conférence put se réunir et que les espérances de M. de Girardin passent en réalité ; mais nous avons des doutes, et des doutes nous doutons, il est de notre devoir de le dire. Hélas ! nous ne sommes pas les seuls à douter. Nous lisons aux méditations de M. de Girardin ce que disaient le *Pays* et la *Patrie* le jour même où il s'abandonnait à ses piteuses espérances. Le *Pays* écrivait que la conférence est probable ; mais il ajoutait qu'il n'y a pas de somme à elle n'est pas certaine. La *Patrie* est plus décidée que le *Pays* ; elle croit même, au moins le dit-elle, au maintien de la paix ; mais elle ajoute des réflexions dont il n'est pas inutile de poser les termes et de méditer la nature.

« Deux alternatives, dit-elle, sont en présence : ou bien, par l'échec des idées, les diplomates s'efforcent dans le congrès, les diplomates trouveront moyen de concilier les prétentions opposées, et, par suite, de résoudre les questions pendantes ; ou bien l'accord ne sera pas unanime, et alors il sera du devoir du gouvernement français de prendre une attitude décisive, de faire connaître au Corps législatif tous les efforts qu'il aura tentés pour conserver la paix et de lui demander son concours.

« Si, alors, se manifestait la nécessité d'une grande démonstration en faveur de la cause la plus juste, la France pourrait encore, par son influence, prévenir une collision européenne.

« On sait que, grâce à l'organisation de la réserve, en quatre jours la France peut mettre sur pied 600,000 hommes exercés et équipés. Cette force imposante, armée non pour entreprendre des conquêtes, mais pour amener une solution prompte et efficace, pourrait accroître la gloire de l'empire sans faire courir au pays les hasards de luttes gigantesques. »

DE LA SITUATION DES DIFFÉRENTES PUISSANCES DANS LA CONFÉRENCE.

On écrit de Londres, le 1er juin :

« Si, dans la conférence des diplomates européens, l'Autriche a l'avantage de ne rien demander et d'être sur la défensive, la Prusse, sa rivale, est dans une situation toute contraire. En face des ministres conservateurs de l'empereur François-Joseph, des défenseurs du *statu quo*, M. de Bismarck est un révolutionnaire, au moins en fait de politique extérieure. Il ne se contente pas de ce qu'a la Prusse ; il demande pour elle des accroissements territoriaux, la possibilité d'avoir une marine, et une plus grande influence en Allemagne par la réforme fédérale. Il a pris l'offensive.

« Autour du tapis vert de la diplomatie, ce serait évidemment là un désavantage pour la Prusse si M. de Bismarck n'avait su lier d'autres causes plus générales à la cause de l'ambition prussienne. L'Autriche, en Allemagne, représente le passé ; il a prétendu, lui, représenter l'avenir. Le ministre autrichien qui a aidé le roi Guillaume à anéantir ses Chambres, celui qui a conquis et veut garder les duchés, malgré l'Allemagne, a donc repris les anciens projets d'unité que nos voisins ont à cœur, et pour se faire tout pardonner, j'ai traversé la Confédération et l'Europe non magique de Parlement, qui suppose une reconstitution complète de l'Allemagne. Novateur en politique extérieure, il s'est naturellement allié plus ou moins explicitement avec la puissance novatrice par excellence, avec l'Italie, récemment arrivée au rang de seconde puissance, et dont l'ambition nationale pouvait aussi s'accommoder des desseins de la Prusse.

« Quel sera donc le rôle de la Prusse dans la conférence, et comment sera-t-il pris ? M. de Bismarck, l'ambassadeur de M. de Bismarck, a une partie difficile, mais très-intéressante à jouer. Combien il lui faut d'adresse pour se défendre dans la conférence, lui, ministre d'un roi agressif ! Il aura mission de couvrir l'ambition de la Prusse dans les Schleswig-Holstein ; et combien n'y s'est-elle pas attaquée ? Attaqué par l'Autriche, au nom du droit de co-possession, au nom de la convention de Gastein ; attaqué par l'Allemagne, au nom du droit de la Confédération ; enfin attaqué par plus d'une des puissances européennes. Qui défendra la Prusse sur cette question ? L'Italie peut être, et encore de quelle manière ?

« M. de Goltz, ne se sentant pas à l'aise sur ce terrain, se dérobera pour se rattrapper sur la réforme fédérale, et il aura assez beau jeu. Si les traités de 1815 sont dévastés, c'est pour l'Allemagne surtout, qu'ils ont morcelé ; c'est pour la Prusse, à laquelle ils ont fait un royaume in possible, sans cohésion et sans frontière ; c'est pour la nationalité germanique ; c'est pour elle que la question de l'unité peut devenir celle qui divisera le plus l'Allemagne elle-même. Croit-on que, dans la conférence, M. de Metternich envisage la réforme de la même manière que M. de Goltz ; et le plénipotentiaire de la Confédération à Francfort, un bavarois probablement, aura-t-il les mêmes idées que M. de Goltz et M. de Metternich ?

« Cette réforme d'ailleurs, elle n'est point purement allemande ; elle intéresse l'Europe

entière, quoiqu'en pensent les Allemands. Est-ce qu'il nous importe peu, par exemple, d'avoir sur nos frontières une Allemagne confédérée, divisée, ou bien une Allemagne unie qui soit, par exemple, diplomatiquement et militairement entre les mains de la Prusse ou de l'Autriche ? Et la Russie, et l'Italie elle-même, ne sont-elles pas également intéressées dans la question ? Voilà donc un remaniement de la constitution de l'Allemagne qui rencontrera plus d'un obstacle. C'est une affaire à la fois allemande et européenne. Raison de plus pour qu'une conférence tout européenne, à peine allemande, ne parvienne point à la résoudre.

« Bref, tandis que l'Autriche, se retranchant dans son état de possession, est dans son rôle en se tenant sur la défensive et en refusant de rien céder, la Prusse, par cela même qu'elle veut innover, qu'elle remue beaucoup de choses, risque d'effrayer et de troubler aucune concession pacifique. Et, cependant, on n'en veut pas à l'Autriche de sa sagesse, de sa fermeté. D'autre part, il est légitime sur un point, l'ambition de la Prusse sur d'autres s'explique. On ne lui saurait pas grand égard de venir troubler la quiétude européenne ; mais elle voit des questions pendantes, elle veut les résoudre ; à ses risques et périls, elle va au devant de l'avenir. On lui bâillera si elle ne réussit pas ; on lui pardonnera si elle réussit. Mais si l'Autriche ne lui concède rien, comme nous l'avons démontré la dernière fois, ce n'est pas la conférence qui arrêtera la Prusse.

Les journaux de France publient le texte de la note d'invitation transmise par le ministre français près de la Diète à M. de Kubeck, pour être portée à la connaissance de l'Assemblée fédérale :

« Le différend qui a été entre l'Autriche et la Prusse, à propos de l'affaire du Schleswig-Holstein, est devenu un grand sujet d'actualité pour l'Europe. L'opinion publique s'alarme de l'éventualité d'une guerre dans laquelle tant d'intérêts divers sont engagés.

« La France, la Grande-Bretagne et la Russie ne pourraient-elles pas envisager sans inquiétude la possibilité d'une lutte armée qui mettrait aux prises des États envers lesquels elle s'professe une égale amitié.

« Les considérations si plus élevées les sollicitent à rechercher les moyens de conjurer ce péril.

« Les trois puissances se sont consultées à ce sujet dans une même pensée de paix et de conciliation, et elles sont tombées d'accord pour inviter à des délibérations communes les gouvernements qui ont ou pourront être impliqués dans le débat, savoir : l'Autriche, la Prusse, l'Italie et la Confédération germanique.

« L'objet de ces délibérations s'impose de lui-même à tous les esprits. Il s'agit, dans l'intérêt de la paix, de résoudre par la voie diplomatique la question des duchés, celle du différend italien, enfin celle des réformes à apporter au pacte fédéral, en tant qu'elles pourraient intéresser l'équilibre européen. Si la sérénissime Confédération germanique consentait à se rendre à cet appel, son plénipotentiaire pourrait se joindre à Paris à ceux de la France et de la Grande-Bretagne et de la Russie.

La note, datée du 28 mai, se termine ainsi :

« Le gouvernement de l'Empereur à la conférence qu'en adhérant à la proposition des trois cours les puissances qui s'occupent en ce moment de préparatifs de guerre se montreraient disposées à les suspendre, lors même qu'elles hésiteraient à rétablir leurs forces sur le pied de paix.

Indépendamment de la note collective, chacun des cabinets de Paris, de Londres et de Saint-Petersbourg a envoyé à ses représentants à Vienne, à Berlin, à Florence et à Francfort une dépêche-circulaire où les questions sont plus nettement abordées et les solutions indiquées, et que c'est sur le fondement de ces circulaires que les représentants français, anglais et russe ont exposé les vues de leurs gouvernements, échangé des observations, fait même des ouvertures qui n'ont pas toujours été acceptées par ceux à qui elles s'adressaient.

— Qu'on dise ce qu'on voudra, tout cela est étrange : se dit celui-ci regardant à ses propres réflexions comme s'il se fût trouvé en face d'un interlocuteur. Il tourna à demi sur lui-même pour quitter la grand'table et marcher dans la nouvelle direction qu'il devait suivre, mais il conserva son allure lente et indécise ; allure d'un rêveur ! Il rêvait en effet ; il repassait dans sa mémoire toutes les observations qu'il avait faites la veille et durant cette dernière matinée : sa conversation avec M^{re} de Block, certains détails de celle qu'il avait eu précédemment avec Emmanuel. — La tante et le neveu avaient paru tous deux lui parler avec confiance ; il avait, de son côté, surpris des indices révélateurs, et pourtant ses doutes n'étaient pas définitivement éclaircis, et il ne parvenait pas à fixer son opinion sur les situations respectives et les sentiments des gens au milieu desquels il se trouvait brusquement impliqué.

— Une seule chose me paraît bien établie pour le moment ! murmura-t-il à la fin de sa méditation. C'est qu'Emmanuel, malgré toutes ses protestations, n'est nullement indifférent à l'égard de ma petite cousine Valentine !... Je parierais bien aussi qu'il est payé de retour, et enfin il est incontestable que M^{re} de Block veut favoriser cet attachement. Eh bien ! mais, voilà trois points éclaircis !... Je n'ai donc pas lieu d'être mécontent de ma matinée !... L'essentiel n'était-il pas que je sasse comment je dois manœuvrer pour ne pas devenir le rival de mon meilleur ami ?... Par exemple, je n'ai rien pu découvrir à l'endroit de M. Gervais. — Patience, cela viendra !... Et quant au jeune cyclope qu'on appelle M. Amédée. — Bah ! celui-là n'est pas un rival redoutable en tous cas !... D'ailleurs, si la petite comédie à laquelle l'assisté ne me plaît pas assez pour que je souhaite y jouer un rôle, j'en demeurerai le spectateur indifférent !

Etienne se mit à rire en terminant ainsi son monologue ; mais, après avoir ri, il s'aperçut qu'il avait cruellement chaud et qu'il marchait en plein soleil depuis qu'il avait abandonné la grand'table.

— Rien ne me presse, se dit-il en s'arrêtant, je puis donc m'accorder quelques minutes de repos.

Il quitta le milieu du chemin pour gagner le taillis qui le bordait ; puis, quand il eut trouvé un endroit à sa convenance, il s'assit sur l'herbe au pied d'un arbre auquel il s'adossa. Mais à peine eut-il le temps de goûter le bien-être du repos et de la fraîcheur, qu'il entendit, non loin de lui, le bruit d'un pas précipité. Il se redressa aussitôt, et, écartant un peu les branches du taillis à l'ombre duquel il s'était réfugié, il avança la tête pour voir la personne dont l'approche venait de lui être signalée. Il jeta un regard d'exploration sur le bout de route qu'il avait franchi peu de temps auparavant, et un geste de surprise lui échappa avec cette exclamation :

— Encore lui !...

Il venait de reconnaître M. Gervais.

Le pauvre vieillard, voulant sans doute regagner le temps que lui avait pris sa

BIBLIOGRAPHIE.

HISTOIRE DE LA RESTAURATION PAR M. ALFRED NETTEMONT. TOME I, II, III, IV et V.

En Europe comme en France, les esprits reviennent avec une curieuse sollicitude vers l'époque de la Restauration. Il n'y rien là qui puisse surprendre. C'est vers ce temps que se manifeste, chez la plupart des nations, ce goût pour les institutions de contrôle, de *self-government* qui constitue la liberté politique. Il y a donc un grand intérêt à étudier les origines de ce mouvement, à suivre les vicissitudes de l'expérience tentée en France à découvrir les causes qui firent échouer cette expérience, et à savoir si la responsabilité de ces fautes doit peser sur les gouvernements ou les gouvernés. On ne saurait le dissimuler, en effet, l'expérience commencée en France en 1814 continue. Elle poursuit en Espagne, en Italie ; dans une partie de l'Allemagne ; elle a réussi en Belgique ; elle est depuis longtemps faite en Angleterre, elle a été imposée aux dernières limites aux États-Unis. En outre, tous les peuples qui ont joui de la liberté politique aspirent à la recouvrer ; et ceux qui n'en ont pas jouissent à la conquérir. C'est le mouvement général de notre époque. Rien de plus intéressant pour ceux qui naviguent que l'histoire d'un naufrage ; elle leur indique les latitudes où régneront des courants dangereux, leur signale les parages où existent des écueils à fleur d'eau. Il y a quelque chose de pareil dans l'histoire de la Restauration. C'est aussi l'histoire d'un naufrage, naufrage où le gouvernement traditionnel de la France a sombré et qui doit contenir pour ceux qui naviguent dans les eaux de la liberté politique des indications précieuses et d'autres renseignements.

Les premiers historiens de la Restauration ont écrit trop près des événements. Ils étaient sous le coup des passions qui agitaient cette époque. Les plus anciens de tous, M. Capfigne dont l'ouvrage remonte à 1821 a publié un ouvrage spirituel sur les hommes et sur les choses. Son livre est rempli d'anecdotes plus ou moins authentiques, mais il manque de vues d'ensemble. Il a des partialités françaises et étrangères. La génération des causes et des conséquences lui échappent ; les préparations ne sont pas perceptibles pour lui, parce qu'il est trop près du tableau. M. Labie, le second historien de la Restauration, est surtout préoccupé de la nécessité de répondre aux adversaires de la maison de Bourbon et des royalistes. Son livre contient plusieurs documents curieux, mais c'est moins un historien qu'un apologiste. M. de Vaulabelle a écrit contre la Restauration un pamphlet en dix volumes. On ne saurait dire qu'il n'a pas son sujet ; mais, comme il le dit lui-même, l'influence de deux hautes, la haine du catholicisme et la haine de la tradition politique, il est allé chercher ses documents dans tous les pamphlets du temps, et il a entrepris d'élever les invectives de la passion jusqu'à la dignité des arrêts de l'histoire. La partie vraiment instructive et curieuse de son travail, c'est celle qui traite des sociétés secrètes et des conspirations qui ont mis si souvent la Restauration en péril. Là, avec presque tous les hommes qui ont figuré dans ces sociétés secrètes et trompés dans ces conspirations, M. de Vaulabelle a jeté de vives lumières sur cette partie obscure de l'histoire.

On comprend qu'en un ouvrage, une apologie ou un pamphlet ne suffisent point aux lecteurs de notre temps qui veulent approfondir l'histoire d'une époque intéressante par elle-même, plus intéressante encore par les renseignements qu'on peut y trouver pour le présent et l'avenir.

C'est ainsi que, sans parler de M. de Lamartine, trois historiens d'origine diverse ont entrepris simultanément trois nouvelles histoires de la Restauration, qui, sans être encore terminées, approchent de leur fin. L'un de ces historiens, M. de Viel-Castel, a rempli des fonctions importantes au ministère des affaires étrangères pendant la Restauration et sous le gouvernement de Juillet. Les deux autres, M. Duvier de Hauranne, qui a consacré la plus grande partie de son *histoire du gouvernement parlementaire en France à l'époque de la Restauration*, et M. Alfred Nettemont, ont passé toute leur vie dans les luttes de la presse et de l'assemblée politique, avec cette différence que M. Duvier de Hauranne était déjà en

tré dans la carrière à l'époque de la Restauration, et que M. Alfred Nettemont n'a commencé à être mêlé à ces grandes polémiques d'idées qu'après la révolution de 1830 ; ce qui est pour lui un avantage sur les deux autres historiens parce qu'il n'a pas eu de responsabilité personnelle pendant l'époque qu'il entreprend de raconter. De reste, la tonique de ces trois histoires est différente. M. Duvier de Hauranne appartient à l'opinion du centre gauche, presque de la gauche ; M. de Viel-Castel vient de cette région qui confine au centre droit et au centre gauche. C'est l'école qui marcha avec le premier ministre Richelieu et le ministre Desazez, et qui se sépara du second ministre Richelieu avec MM. Royer-Collard et Courvoisier. M. Alfred Nettemont, sans appartenir à aucun des groupes politiques de la Restauration, puisqu'il a commencé plus tard sa carrière, a des sympathies intellectuelles et morales avec cette partie de la droite dont la personnalité la plus élevée et la plus saine fut M. de Villèle. Ces trois historiens ont tous la volonté d'être impartiaux. Ils cherchent la vérité et ils la montrent telle qu'ils la voient, mais il est prudent en lisant leurs ouvrages de ne point oublier ce que nous avons appelé la tonique de leur opinion.

Cette réserve faite, nous saurons de caractériser le travail si remarquable de M. Alfred Nettemont. Ses cinq volumes, dont les deux derniers viennent de paraître, embrassent l'époque qui s'étend depuis l'avènement de la première Restauration jusqu'à la chute du ministère des centres, à la fin de l'année 1821. C'est donc une phase de huit années remplies d'événements de tous genres et pendant lesquelles les affaires générales de l'Europe se trouvent souvent si étroitement mêlées aux affaires particulières de la France, que les lecteurs de tous les pays ont intérêt à connaître cet ouvrage. Il mérite d'autant plus d'être consulté que non-seulement l'auteur a la tout ce qui a été écrit sur la Restauration mais qu'il a surtout pu à des documents originaux français, allemands et anglais ; il a dépouillé de volumineux dossiers politiques qui lui ont été confiés par les historiens des hommes d'État de la Restauration. Parmi ces documents inédits nous citerons : Les *papiers politiques et les correspondances du duc de Blacas* ; les *Mémoires du baron de Vitrolles* ; les *papiers politiques et le carnet de chaque jour de M. de Villèle*, ses *correspondances intimes avec sa famille*, ses *correspondances politiques avec le duc d'Angoulême* et le général Guilleminot pendant la guerre d'Espagne, sa *correspondance intime avec le duc de Montmorency pendant le congrès de Vienne* et avec tous les ambassadeurs pendant toute la durée de son ministère ; la *correspondance du comte de Marcellus sur le concordat de 1817* et les documents originaux qui rétablissent la vérité sur ce chapitre mal connu de l'histoire de l'Eglise de France ; les *papiers politiques du baron d'Haussez, plusieurs fois préfet, enfin ministre à l'époque de la conquête d'Alger*, qui embrassent toute la durée de la Restauration ; les *papiers politiques et la correspondance du prince de Polignac comme ambassadeur à Londres avec M. de Villèle*, comme ministre des affaires étrangères avec M. de Lasferronays ; les *papiers politiques du duc de Montmorency, son journal intime sur le congrès de Vienne*, l'explication qu'il donne de sa sortie du ministère, et les *papiers politiques du comte de Martignac, ceux de M. Guernon-Ranville, le dernier ministre de la Restauration, qui vient de mourir* ; le *journal particulier et la correspondance du comte de Bourmont pendant l'expédition d'Alger*.

C'est à l'aide de cette masse de documents dont on a les uns par les autres et étudiés avec un esprit critique, que M. Alfred Nettemont est parvenu à reconstituer une histoire vraie de la Restauration, histoire écrite, comme nous l'avons dit, avec un sentiment royaliste, mais avec une complète indépendance d'esprit et de jugement quant aux fautes commises par tous les partis, même par celui auquel appartenait ses sympathies.

La préoccupation continuelle de l'historien est d'éclaircir les questions du passé pour instruire le présent et servir l'avenir. Il fait entrer successivement le lecteur dans le conseil d'un ministre du Roi, dans les congrès des souverains, dans les conciliabules des conspirateurs, dans les luttes des assemblées politiques

et de la presse et même dans ces réunions intérieures de chaque parti où se préparent les révolutions qui éclatent ailleurs. Il ne demande pas à être cru sur parole, il produit ses témoignages, de sorte que le lecteur peut contrôler ses jugements, et juger son point de vue. Le point de vue général de son histoire tel qu'il résulte des cinq premiers volumes que nous avons sous les yeux, le voici : La Restauration n'est pas uniquement tombée, comme paraît le croire M. Duvier de Hauranne, par les fautes de ses princes et surtout par celles de leurs derniers ministres. Elle n'est pas tombée, comme paraît le croire M. de Viel-Castel, uniquement par les fautes des royalistes. Elle est tombée d'abord en raison de difficultés fondamentales inhérentes à la situation, qui, existant déjà à l'époque de la première Restauration, devinrent infiniment plus graves à l'époque de la seconde, quand le fatal incident des Cent-Jours eut déterminé une nouvelle invasion européenne et élevé à leur suprême puissance les passions de tous les partis, celles du parti royaliste comme celles du parti bonapartiste et celles du parti révolutionnaire. Ajoutez à cela la difficulté d'implanter des institutions représentatives qui cependant étaient non-seulement désirables, mais nécessaires, sur le sol d'une nation qui n'était pas préparée à les recevoir, car elle avait été organisée pour être administrée et non pour être représentée. Ajoutez encore les colères et les rancunes farouces qui animaient à tel point les uns contre les autres les différentes parties de la population, que la tribune et la presse, ces deux grands instruments de la politique, devenaient les torches de la guerre civile.

La Restauration est tombée, en second lieu, par les fautes de tous les partis, et celles des libéraux ont été au moins aussi graves que celles des royalistes.

C'est surtout dans les livres et volumes que M. Alfred Nettemont développe l'ensemble de sa thèse historique sur ce point. Prenant le récit au moment où l'ordonnance du 5 septembre va être rendue, il le conduit jusqu'à la chute du second ministre Villèle. Dans ce laps de plus de cinq ans, du mois de mai 1816 jusqu'à la fin de l'année 1821, on voit se produire le grand effort de la Royauté pour rapprocher les libéraux du trône. Pour arriver à ce but, elle va jusqu'à se séparer de la droite, jusqu'à lui ôter autant que possible la parole dans la presse, jusqu'à la combattre dans les élections, à la chasser autant que possible de l'Assemblée élue à briser par une tournée de 62 par la majorité qu'elle possède dans la Chambre haute. C'est la tentative de l'administration des centres et surtout celle de M. Deazez. M. Alfred Nettemont lui blâme à deux points de vue : d'abord parce que selon lui il était impossible de trouver le personnel d'un gouvernement représentatif en France en exécutant la droite, qui se composait surtout de propriétaires fonciers indépendants par position et par caractère ; ensuite parce qu'on corrompait ainsi la droite, en la précipitant dans l'opposition, à ses vices naturels, l'esprit d'indiscipline, d'utopie, l'absence de vues pratiques, la critique à outrance, l'ignorance des nécessités du gouvernement. Que ferait-on si l'arrivait que l'expérience tentée avec les libéraux ne réussit pas ? Elle ne réussit pas, on le sait, et M. de Serre, aussi sincèrement dévoué à la liberté politique qu'à la royauté traditionnelle et qui avait donné à France la loi sur la liberté de la presse la plus libérale qu'elle ait jamais possédée, reconnut avec douleur, avant même l'assassinat du duc de Berry et à l'époque de l'élection du régime Grégoire, que les pseudo-libéraux mêlés aux vrais libéraux, sans que ceux-ci eussent le courage de les repousser, rendaient la tâche qu'il avait entreprise impossible.

C'est alors que, de concert avec le duc de Broglie, il prépara une nouvelle loi électorale pour remplacer celle de 1817, laquelle les ennemis du gouvernement s'étaient introduits dans le cœur de la droite. Rien de plus étonnant et de plus dramatique que le récit de la lutte à laquelle ce grand orateur, ce sincère ami de la liberté, et comme de bien entendu, se consacra avec une force d'âme et des ressources d'une voix qui allaient s'éteindre dans la session de 1820 et de 1821.

En rendant témoignage à M. de Serre et en le défendant contre les injustes violences de l'extrême droite, comme en appréciant les immenses services rendus à la France par le du

Fenilleton du Journal de Québec

DU 19 JUIN 1866.

Les ronces du chemin. (1)

(Suite.)

S'incriminant ensuite pour prendre une des mains de la baronne et la porter respectueusement à ses lèvres, il ajouta d'un ton sérieux :

— Valentine est une sœur pour moi ! une jeune sœur que je serais heureux de voir devenir la femme de mon meilleur ami... Tâchez qu'Emmanuel ne préfère pas son orgueil à son bonheur !

Avant que M^{re} de Block put répondre un seul mot, on vint annoncer que déjeuner était servi, et au même instant Emmanuel entra. On passa dans la salle à manger, et la conversation, renfermée de nouveau dans le cercle des généralités, n'offrit plus rien de remarquable.

Après le déjeuner on fit une promenade dans le jardin qui avoisinait la nouvelle habitation de la famille de Boissières, puis Etienne prit congé et se retira. Emmanuel, qui l'avait accompagné jusqu'au bord de l'eau pour le voir embarquer, continua à le saluer de la main et de la voix pendant la première moitié de la traversée, et ne rena chez lui que lorsque déjà la barque approchait de la rive opposée. A ce moment, Etienne, en détournant

ses regards du bord qu'il venait de quitter pour l'arrêter sur celui où il allait aborder, vit la femme du passeur debout sur le seuil de sa maison, tenant, comme de coutume, sa bouteille d'une main, un verre de l'autre. Aussitôt le passeur lui-même, alors en fonctions auprès d'Etienne, s'écria avec un ricanement qui dissimulait mal sa mauvaise humeur :

— Voyez vous ça !... J'étais sûr de ça !

— De quoi ? demanda Etienne un peu surpris.

— Eh bien ! de ça : que lorsque je vous aurai mis à terre, il faudra que je traverse de nouveau la Meuse pour porter M. Gervais de l'autre côté !

M. Gervais ?... Où donc est-il ?

— Il doit être là, dans la diligence qui vient de Namur. Il me l'avait dit ce matin, et je l'attendais déjà quand on a crié de chez Boissières pour que je vienne vous prendre... La diligence est en retard ; si elle était arrivée ici à son heure, j'aurais pris M. Gervais en allant vous chercher, et je n'aurais eu qu'une traversée à faire !...

Etienne ne répondit pas à cette réflexion ; il regardait la diligence qui continuait à s'avancer rapidement et qui, quelques secondes après, s'arrêta devant le petit cabaret au moment même où la barque touchait le rivage. Etienne gravit le talus, atteignit le bord de la route, et se trouva en face de M. Gervais qui, ayant appris par la cabaretière que la barque abordait précisément, se hâtait de s'y rendre. A la vue d'Etienne, le vieil employé

fit involontairement un pas en arrière, puis il s'arrêta, et portant la main à son chapeau, il se découvrit en s'inclinant profondément de l'air humble et craintif qui lui était ordinaire, mais auquel se mêlait en ce moment un grand trouble.

— Je vous ai fait peur, monsieur Gervais ? dit Etienne en riant, mais en observant le vieillard, dont les allures mystérieuses l'intriguaient.

M. Gervais balbutia une réponse inintelligible, s'inclina de nouveau, et faisant un léger détour pour éviter de froter en passant le jeune homme, il descendit précipitamment le petit sentier qui menait au bas de la berge.

— Il est évident, se dit Etienne, que M. Gervais n'a pas été enchané de ma rencontre !... Lui aussi aurait-il peur de moi ?... Ou bien tient-il seulement à ce qu'on ne sache rien de ses visites chez Emmanuel ?... Et en effet, que signifient ces visites répétées et mystérieuses ?...

Tout en s'interrogeant ainsi, le jeune homme s'était remis en marche, mais fort lentement. Quand il fut arrivé à l'entrée du petit chemin qui devait le ramener à Saint-Sylvestre, il se retourna pour jeter un dernier regard d'observation sur la barque et le passager qu'elle portait. Il vit que le père François ne l'avait point trompé : la barque venait d'aborder, et le passager se dirigeait, de son pas furtif et empressé, vers la porte basse qui donnait accès, de ce côté, dans la demeure d'Emmanuel ; moins d'une minute après il l'avait franchie, et disparaissait aux regards d'Etienne.

(1) Voir les numéros du 17, 18, 20, 21 mai et du 2, 5, 9, 12, 14 et 16 juin.

de Richelieu, qui obtint l'évacuation de son territoire et fit diminuer le fardeau intolérable de contributions de guerre qu'il voulait lui imposer. M. Nettement a montré qu'il mettait les droits de la justice au-dessus de tous les intérêts de parti et qu'il savait se dévouer de toutes les préventions et de toutes les opinions préconçues pour prononcer les arrêts de l'histoire.

F. DE GRANT.

CANADA.

QUÉBEC, 19 JUIN 1866.

On croit qu'une élection générale aura lieu, de bonne heure en juillet prochain, à l'île du Prince Edouard.

Un état général des relations commerciales entre les États-Unis et les provinces de l'Amérique britannique a été soumis le 13, à la chambre des représentants de l'Union.

L'appart d'après cet état que le commerce des États-Unis avec le Canada, pendant l'année terminée le 30 juin 1865, a été plus considérable qu'avec aucun autre pays, sauf la Grande-Bretagne, — le montant avec le premier s'élevait à \$69,150,602 et avec le second à \$225,709,263. Le commerce extérieur des États-Unis pour l'année 1865 a été comme suit : Exportations, \$339,768,220 ; importations, \$234,434,167 ; formant en tout un montant de \$574,202,387.

Les navires partis des ports américains pendant l'année terminée le 30 juin 1865, à destination des ports de l'Amérique britannique, ont été réunis ensemble, de 3,531,572 tonnes, et les navires entrés dans les ports américains venant de l'Amérique, a été de 3,193,193 tonnes, formant un total de 6,724,765 tonnes, ce qui excède le tonnage des navires employés dans le commerce avec toute autre nation. Des navires qui sont partis des ports des États-Unis pour l'Amérique britannique, 1,750,548 tonnes étaient de navires américains et 1,788,201 tonnes de navires canadiens et étrangers. Des navires entrés dans les ports des États-Unis, venant de l'Amérique britannique, 1,689,829 tonnes appartenaient aux navires américains et 1,503,364 aux navires canadiens étrangers.

Du commerce total, en 1865, s'élevait à \$69,303,312, une évaluation de \$24,182,009 ou 34 pour cent appartenait aux États-Unis.

En 1864 et 1865, le commerce réuni de ces deux années s'élevait à \$86,801,620, dont \$42,520, ou 48 pour cent pour les États-Unis.

Depuis l'abrogation du Traité de Réciprocity, les acheteurs américains paient des prix plus élevés pour le bois du Canada et ils en achètent en plus grande quantité qu'en 1865, quoiqu'ils soient obligés de payer un droit de 20 pour cent, à la frontière des États-Unis.

À la séance d'hier au soir du Conseil de Ville, M. le conseiller Pruneau a été de nouveau élu maire-suppléant. Après que le greffier de la Cité eût donné lecture d'une lettre de Son Honneur le maire, datée du 16, informant le conseil qu'il partait ce jour-là pour le siège du gouvernement, M. le conseiller Bowles fut appelé à présider la séance, mais il refusa de le faire. Ce refus souleva une vive discussion.

M. le conseiller Pruneau ayant été appelé unanimement à présider, le Conseil s'occupa de l'élection d'un maire-suppléant. M. le conseiller Pruneau reçut 11 voix et M. l'échevin Légaré 9 voix.

M. Pruneau fut assermenté par les échevins Hall et Côté, après quoi il remercia le Conseil de la confiance qu'il lui témoignait. Le Conseil s'ajourna ensuite à vendredi le 29 du courant, sur motion de M. le conseiller Lemesurier.

M. A. C. Buchanan, l'agent en chef de l'émigration, vient de publier un rapport du nombre des immigrants arrivés dans le port de Québec depuis l'ouverture de la navigation jusqu'au 15 du présent mois. Il apprend, par ce rapport, que nos lecteurs trouveront dans une autre colonne, que 17,245 immigrants ont été débarqués sur nos rives, pendant une période d'un mois et demi environ. Ce chiffre excède de 10,315 celui de l'année dernière pour la même période. Sur ce nombre, près de 11,000 sont des norvégiens ; les immigrants anglais ne comptent que pour une faible proportion.

On lit dans le *Courrier des États-Unis* du 16 juin :

« Notre bulletin serait incomplet sans un peu de félicitations. Une réaction favorable à M. Stephens s'est produite dans les rangs de la fraternité, et l'on ne parle plus aujourd'hui dans les centres et dans les lieux où l'on se porte la guerre et la révolution en Irlande sous sa direction. M. Stephens ne demande pas mieux que de conduire les félicites à la victoire dans les plaines de la verte Érie ; mais il lui faut avant tout de l'argent, et non de toute guerre, et les épreuves de ses compatriotes des deux sexes aux États-Unis ont été tellement écorchées par les appels successifs de M. M. Roberts et Sweeney et O'Mahony, que cette source de revenu est à peu près tarie pour le moment.

Quant à M. Roberts, il a comparu une dernière fois, pour la forme, devant le juge Betts et l'avocat du district qui l'ont renvoyé des fins de la plainte portée contre lui. Il se sent réservé toutefois de saisir, en temps opportun, le grand jury de cet affaire. Des démarches sont faites en ce moment par le département d'État auprès des autorités canadiennes pour obtenir la mise en liberté des prisonniers félicites ou tout au moins un adoucissement à leur peine, s'ils sont condamnés. »

CONSEIL LÉGISLATIF.

Ottawa, 18 juin.

Sir N. F. Belleau dit que le gouvernement a donné ordre de s'assurer des pertes éprouvées par les habitants de Mississipi de la part des maraudeurs félicites, et que c'est l'intention du gouvernement d'organiser une force sur la frontière en rapport avec les forces militaires pour empêcher le renouvellement de semblables attaques.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

Vendredi, 15 juin.

Pétitions reçues et lues, entr'autres : De l'Institut des sourds muets de la paroisse de Montréal, et des Sœurs de l'Asile de la Providence, de Montréal ; demandant une augmentation d'aide.

De l'asile des orphelins catholiques romains de la cité de Montréal ; demandant de l'aide. Du très-révérend évêque catholique romain de Tloa, administrateur du diocèse de Québec, et du révérend J. Auclair, curé de la paroisse de Notre-Dame de Québec ; représentant que des legs et dons leur ont été faits de temps à autre pour le bénéfice des pauvres, et demandant la passation d'un acte pour transférer ces legs et dons au curé de la paroisse Notre-Dame de Québec au profit des pauvres.

Du maire, des conseillers et citoyens de la cité de Saint-Hyacinthe ; demandant de l'aide pour la communauté des sœurs de la charité de la dite cité.

De W. J. Bickell, de la cité de Québec ; demandant la passation d'un acte pour l'autoriser à construire un pont sur la rivière Saint-Charles.

L'hon. McGee présente un bill pour amender le chap. 34 des statuts refondus du Canada, relatif aux brevets d'invention ; seconde lecture, mardi prochain.

M. Poulin présente un bill pour annexer à la paroisse Sainte-Marie de Monroir certains rangs de la paroisse Sainte-Angèle ; seconde lecture, lundi prochain.

M. De Niverville présente un bill pour amender le chap. 70 des statuts refondus du Bas-Canada, intitulé : « Acte relatif aux compagnies à fonds social pour la construction de chemins et de certains autres travaux » ; seconde lecture, lundi prochain.

L'hon. M. le procureur-général Cartier présente un bill relatif au code de procédure civile du Bas-Canada ; seconde lecture, mardi prochain.

Sur motion de l'hon. M. Galt, la chambre décide de se former en comité général pour considérer s'il ne serait pas à propos de justifier le gouvernement de ce qu'il a involontairement enfreint les dispositions de l'acte d'indult, en maintenant en service actif la force de volontaires qu'il a été contracté d'appeler à prendre les armes, et qui a occasionné une dépense pour un montant considérable que ne comprennent pas les votes de la dernière session.

Sur motion de l'hon. M. Galt, l'impression de l'état des deniers payés pour le service de la frontière depuis le 1er juillet 1865, et mis devant cette chambre lundi dernier, le 11 du courant, est ordonné.

La chambre se forme en comité pour examiner la motion de l'hon. M. Galt, du 12 courant, à l'effet que des subsides soient accordés à Sa Majesté.

Le discours d'ouverture est lu.

Résolu, que des subsides soient accordés à Sa Majesté.

Résolution à rapporter.

Ordonné, que le rapport soit reçu mardi prochain.

Ajourné à lundi prochain.

Ottawa, 18 juin.

L'hon. M. Howland propose qu'un bref d'élection soit émané par l'élection d'un membre au comté de North Oxford. Adopté.

M. Burwell présente un bill pour encourager l'émigration et faire progresser la colonisation des terres incultes en cette Province.

En réponse à M. Chambers, l'hon. M. Galt dit que Wm. Henry Wilson, inspecteur du revenu de l'intérieur à Maitland, a été destitué parce que dans l'intérêt public on a pensé qu'il ne devait pas garder sa charge.

M. McCooky demande si le gouvernement a l'intention de maintenir efficacement et par conséquent l'insurrection consacrée à l'éducation des sourds-muets et des aveugles qui existe à Hamilton.

Le procureur-général Macdonald répond que quand la confédération aura été accomplie, le gouvernement et la législature du Haut-Canada devront s'occuper de ces malheureux.

M. Francis Jones demande si le gouvernement a l'intention d'assimiler les droits, sur les articles importés des États-Unis en Canada aux droits qui sont maintenant imposés sur des articles semblables exportés du Canada aux États-Unis.

L'hon. M. Galt dit que la chose est sous considération. (On rit.)

M. Blanchet demande si le gouvernement a l'intention de faire représenter le Canada à l'Exposition de Paris en 1867.

L'hon. M. McGee répond que le gouvernement désire que le Canada, soit seul ou comme faisant partie des Provinces anglaises, soit représenté.

Par voie télégraphique.

Montréal, 18 juin.

Outre les trois compagnies de volontaires de la ville qui sont arrivées samedi, il en est arrivé aujourd'hui quatre autres de Huntingdon. Le 30e régiment est aussi de retour.

Les chasseurs laissent Saint-Jean pour Huntingdon et Saint-Armand. A cette dernière place une force nombreuse de réguliers va être maintenue tant que les prisonniers y seront.

Kelly, le correspondant de la *Tribune* , a été mis en liberté.

Il y a 89 navires dans le port de Montréal. Il n'y en a pas eu autant depuis 1851.

Le fleur est calme mais ferme ; elle a haussé de 10 c. à 12 c. depuis samedi.

L'enquête concernant les félicites est commencée à Fredericburg.

La force volontaire en service va être réduite à 3000 hommes.

Le gouvernement doit nommer une commission pour régler les réclamations concernant les frontières.

BULLETIN EUROPÉEN.

Bruxelles, 4 juin.

Le projet de conférence a été en tête du *Moniteur français* (édition du soir). Il est daté de Londres et conçu en ces termes :

« Le gouvernement anglais ainsi que le gouvernement russe ont fait savoir, à Paris, que dans leur opinion, les réserves apportées par l'Autriche à son acceptation d'une conférence diplomatique sur les difficultés pendantes empêcheraient toute réunion de ce genre d'avoir un résultat utile. »

Les conséquences de cet échange de communications c'est l'abandon du projet de conférence. Le fait est confirmé par les informations que

nous recevons à la fois de Londres et de Berlin.

À Londres, c'est M. Gladstone qui a déclaré hier soir, à la Chambre des communes, que le projet de conférence était officiellement abandonné, et il a ajouté que ce résultat était dû aux conditions formulées par l'Autriche.

De Berlin, on annonce que les puissances neutres auraient notifié à Vienne qu'en suite des réserves faites par l'Autriche au sujet de la Vénétie et par sa proposition à la Diète germanique concernant les duchés, elles considéraient la conférence comme étant désormais sans objet.

Londres, 4 juin.

FRANCE. — Nos prévisions se réalisent, et nous étions bien informés en faisant présenter à nos lecteurs l'avertement du congrès. La France a fait son devoir, et si la guerre désole l'Autriche seule doit en assumer la responsabilité. Nous n'avons cessé de le dire et nous le répétons encore aujourd'hui, l'ennemi de la paix publique réside à Vienne, il n'est pas à Berlin.

Déjà le *Moniteur* prépare les esprits à l'insuccès de la conférence. Le journal officiel de ce matin s'exprime en ces termes :

« La réponse de l'Autriche au sujet de la conférence contient certaines réserves qui devront être examinées avant la réunion des plénipotentiaires. Les négociations auxquelles ces réserves donneront lieu retarderont nécessairement de quelques jours la réunion projetée. »

C'est au moment où les esprits commencent à se rassurer, où l'on espère, du moins, que la réunion d'un congrès n'était plus en question, que le ciel diplomatique se rembrunit de nouveau.

Samedi, tout paraissait justifier les espérances pacifiques ; malheureusement aujourd'hui les nouvelles reçues d'Allemagne vont à l'encontre de ces espérances. La déclaration faite par l'Autriche à la Diète de Francfort, relativement à la question du Holstein, est considérée partout comme l'introduction d'un procédé d'exécution politique contre la Prusse.

La rupture est donc imminente. À Berlin, une feuille ministérielle, le *Norddeutsche allgemeine Zeitung*, s'écrit déjà : « La déclaration faite par l'Autriche dans la séance de la Diète fédérale, concernant la convocation des États du Holstein, ressemble exactement à une provocation de guerre. Cette convocation, dans le but indiqué de rompre les liens du Holstein avec la Prusse, tels qu'ils sont établis par le traité de Vienne, est une rupture déloyale du traité de Vienne et une attaque contre les droits de souveraineté de la Prusse, attaque à laquelle celle-ci sera forcée de résister. »

La Diète a reçu, également, les déclarations de la Prusse et de l'Autriche sur les rapports entre les deux gouvernements.

Le gouvernement bavarois vient d'ordonner le rappel des classes de 1843 et 1844. C'est un contingent extraordinaire de 18,000 conscrits.

En Italie, on commence les hostilités, par mesure de salubrité publique. Un rapport au ministère déclare que l'armée souffre de l'état d'insécurité auquel elle est condamnée ; il y a déjà des fièvres, on craint le typhus. Cette communication a produit une sensation profonde. Elle pourra hâter le commencement des hostilités.

Londres, 7 juin.

L'appel sous les armes à Florence de la seconde catégorie des classes de 1842, 1843 et 1844 est considéré comme imminent. L'augmentation que cet appel donnera à l'effectif de l'armée actuelle sera de 100,000 hommes. Il a été décidé de l'appeler à la levée de 1845 ; les deux opérations commenceront immédiatement après que l'appel des hommes de la classe de 1845 aura été effectué.

Les brigands qui menacent de nouveau la frontière des Abruzzes, forment un noyau de 300 hommes, parmi lesquels se trouvent plusieurs Espagnols.

On fait de grands achats de grain et de farine dans la ville de Marseille pour le compte de l'armée italienne. Une seule journée on a acheté 50,000 hectolitres de froment pour le gouvernement italien.

Le Sultan se propose d'abolir également la succession collatérale en Turquie. La proclamation annonçant cette détermination est prête.

Le vice-roi d'Égypte doit envoyer à cette occasion, des troupes dans le but de célébrer cette innovation aux usages existants.

On a affiché hier, dans les rues de la ville, d'Altona des avis par lesquels, avec l'autorisation du gouvernement autrichien, les habitants sont convoqués à un meeting pour discuter la situation nouvelle faite au Holstein, par suite des déclarations du cabinet de Vienne, de remettre à la Diète fédérale la solution de la question des duchés de l'Elbe.

COUR DE RECORDS.

Lundi, 18 juin.

Alphonse Laprise, un apprenti, est condamné à payer \$1.00 d'amende ou à 2 jours de prison pour s'être absenté de chez son maître sans permission.

Trente esclaves de Bacchus comparaissent devant le Recorder ; parmi ces derniers il y a plusieurs femmes et quelques jeunes garçons.

FAITS DIVERS.

— Nous apprenons le retour en cette ville, après une absence de trois ans, d'un de nos compatriotes, M. Narcis Tété. M. Tété vient de Florence où il a étudié les beaux-arts. C'est à la suggestion de M. le Chevalier Falardeau, qu'il entreprit ce voyage. M. Falardeau avait remarqué en lui des aptitudes artistiques remarquables, et il lui conseilla de visiter l'Italie. M. Tété nous revient après s'être formé sous les meilleurs maîtres.

— Léonidas Laliberté, écuyer, de Sainte-Croix, comté de Lotbinière, a été admis à la profession de Notaire, devant la chambre des Notaires de Saint-Hyacinthe, le 16 du courant après un examen brillant qui lui fait beaucoup d'honneur.

— M. Louis Piquet, de Saint-Henri de Lauzon, vient d'obtenir à l'école Militaire de Québec, le 16 juin courant, un certificat de seconde classe à l'issue d'un examen qui lui fait honneur.

— Le 7e des fusiliers royaux, qui a été envoyé sur la frontière, est arrivé ce matin en cette ville.

— Mgr. Taché, évêque de Saint-Basile, Rivière Rouge, est arrivé à Montréal, samedi dernier, de ses lointaines missions. Le navire était de la santé de Sa Grandeur, dit le *Courrier de Saint-Hyacinthe*, nécessitera un assez long séjour en Canada, pour son parfait rétablissement.

— On est à établir une manufacture à Arimbakaville, pour extraire le jus de l'écorce de crotchi ; on sait qu'il en existe déjà à Darham, Upton et Roxton Falls.

— Samedi dernier, fête de St. Jean François Régis, un des patrons des Sœurs de la Présentation de Marie, Mgr. Jos. La Roche, administrateur du diocèse a reçu, dans la chapelle de

la dite communauté, la profession des révérendes Sœurs Philomène Nault dite Sœur Marie St. Céstin, Philomène Talbot dite Sœur Marie St. Thomas, Agathe Dumoulin dite Sœur Marie Régia, Valérie Dery dite Sœur Marie Anna, Sa Grandeur a donné, dans la même cérémonie, l'habit du Institut aux Dées. Philomène Benoit, et Félicie Desmarais.

—*Courrier de Saint-Hyacinthe.*

CHOLÉRA. — Patrick Shea, l'émigrant irlandais âgé de 70 ans, signalé comme atteint du choléra, est mort dans la nuit de mercredi. Depuis son arrivée à New-York, il y a quatre à cinq semaines, il habitait chez sa fille au n. 51 Cherry street.

Immédiatement après sa mort, huit inspecteurs adjoints de la commission sanitaire ont été chargés de visiter en détail toutes les maisons du 4^e arrondissement. Tous les logements, toutes les chambres du quartier ont été minutieusement examinées, et partout où l'on a trouvé des foyers d'infection, tels que des latrines, des puits, des puits dans mauvais état, des moyens éterniques ont été immédiatement employés pour les désinfecter.

Pendant toute la journée les agents ont parcouru le quartier de porten porte ; ils ont trouvé, malgré les avertissements répétés qui courent la ville depuis des mois, des localités où on enfonçait dans les ordures jusqu'à la cheville, et des endroits exhalant des miasmes putrides capables d'empester la ville. Dix-huit cas de diarrhée ont été constatés et des soins particuliers ont été prescrits aux personnes qui en étaient atteintes. Hâtons-nous de dire, pour rassurer les gens craintifs que cette indisposition est toujours très fréquente à cette époque et qu'elle n'est pas plus alarmante cette année qu'à l'an dernier. Seulement, il est bon de la combattre énergiquement dès qu'elle se produit, car, bien que nous ne soyons pas convaincus, loin de là, qu'il y ait eu des cas de véritable choléra à New-York, encore est-il qu'il peut se déclarer d'un jour à l'autre, et on ne saurait prendre trop de précautions.

On dit aussi qu'un des inspecteurs de la ville était atteint, avant-hier à 5 heures après-midi, au 1^{er} étage d'une des maisons infectées de la Cour de Gatham, qui est une espèce de Cour des Miracles, ayant son entrée au n. 24 Cherry street, il y a trouvé, couchés sur le plancher, une femme souffrant des premiers symptômes du choléra, une diarrhée sans douleur, des évacuations semblables à de l'eau de riz, et une prostration partielle. Cette malheureuse était arrivée depuis peu de jours d'Europe, et était dans un dénûment absolu, n'ayant en ce pays ni parents, ni amis, ni même de simples connaissances pour lui venir en aide. Les agents de la commission sanitaire lui ont fait administrer les soins que réclamait son état.

Nous saisissons encore cette occasion pour faire remarquer combien ces cas de soi-disant choléra sont peu positifs et peu concluants. Partout des mières ou des viols, la saleté, des habitations impures, des émanations putrides, ou des excès de boire ou de manger ; nulle part une attaque spontanée, sans cause déterminante, comme cela arrive toujours, même au début, lors d'une invasion réelle du fléau. Nous ajoutons encore que les symptômes que l'on signalait ne nous paraissent nullement être des symptômes du vrai choléra, tel que nous l'avons vu en France, en Allemagne et en Angleterre ; nous avons toujours vu la diarrhée cholérique non pas sans douleur comme elle se manifeste ici, mais au contraire accompagnée de crises violentes de tranchées tellement douloureuses qu'elles allaient jusqu'à convulsions. Les déjections signalées ici ont le caractère de la dysenterie beaucoup plus que du choléra, et cette affection, la dysenterie, s'engendre avec une extrême facilité dans cette saison par les émanations viciées, et les abus ou les privations alimentaires.

Nous n'insistons pas sur ces observations, que chacun appréciera à sa guise, nous bornant à avertir encore nos lecteurs de se tenir en garde contre des alarmes au moins prématurées. —*Courrier des États-Unis* de samedi.

— Depuis qu'en parle de guerre en Europe, les fonds publics de tous les États ont baissé dans une proportion considérable.

Le taux de l'intérêt et des escomptes s'est élevé en moyenne à 6 1/2 pour cent en Europe.

Soit au prix double des prix de paix.

M. Gladstone nous montre le chiffre des dettes publiques :

La Prusse ne doit que 1 milliard 75 millions ;

La Hollande, 2 milliards 125 millions ;

La Russie, 7 milliards ;

L'Italie, 3 milliards 300 millions ;

L'Espagne, 3 milliards 125 millions ;

Le Portugal, 825 millions ;

La Turquie, 1 milliard 275 millions ;

L'Autriche, 7 milliards 900 millions ;

La France, 10 milliards.

Pour ces neuf États, c'est un total de 46 milliards et demi.

— Un banquet, présidé par sir John Pakington, a été donné hier soir (le 6 juin) dans William's Rooms, et auquel a été invité le capitaine Maury. La réunion était fort nombreuse et des plus distinguées. Dans un discours très-éloquent, sir J. Pakington fit ressortir les grands avantages que le capitaine Maury avait assurés au monde maritime par ses recherches et ses découvertes, et il lui a présenté un coffret en argent contenant plus de 3,000 guinées. Le capitaine Maury remercia le meeting de l'honneur qu'on venait de lui faire et parla avec reconnaissance de l'aide qu'il avait reçue de toutes les nations civilisées, ainsi que l'assistance accordée à ses efforts par tous les capitaines ou commandants de navires qu'il avait rencontrés dans ses voyages.

Le général Beauregard, qui était parmi les convives, a fait un discours à l'éloge de l'intrepide voyageur, mais sa voix était si faible que les plus proches voisins ont seuls pu entendre ses paroles.

— Le roi d'Angleterre, qui a créé le nouvel ordre de l'*Étoile de l'Inde*, vient de constituer, par une ordonnance, le personnel même de cet ordre. La grande maîtrise appartient au souverain de l'Angleterre ; l'ordre comprendra 75 membres ordinaires, sans parler des membres extraordinaires et honoraires qui pourront être nommés dans l'occasion. Le souverain du Royaume-Uni sera le chef héréditaire de l'ordre, son principal chevalier et grand commandeur ; les dits 75 membres seront divisés en trois classes : la première comprendra 25 membres qui auront la grade de chevaliers grands commandeurs ; la seconde classe consistera en 50 membres qui seront chevaliers commandeurs, et la troisième classe consistera en 100 membres qui seront compagnons dudit ordre.

La Reine, parmi les nominations qu'elle a faites, a donné le grade de chevalier commandeur au rajah Shreeam, à maharajah Chhatrapati-Shahab-Dan-Affluco, de Kolhapoor, au maharajah Mirzo Goujpat, de Kaziwan, au sultan Bahadour, et à un grand nombre d'autres personnes indiennes, comme à de hauts fonctionnaires anglais de l'Inde.

— Le *Standard* publie des détails statistiques : « On estime qu'il y a, en Angleterre, un

rat et dix souris par acre de terre. D'après cette base, le nombre de ces rongeurs s'élèverait à 91,116,000 lesquels consommeraient 182,232 boisseaux de blé par jour, ou 33,249,210 boisseaux en un demi-année, c'est-à-dire 182 jours et demi ; quantité qui suffirait à la subsistance de 5,831,424 personnes, à raison d'un pain de deux livres par jour et par tête, pendant six mois, ou de 2,915,742 personnes pendant toute une année. »

— Ce qu'on appelle, dans les docks de Londres, le *Queen's pipe*, ou tuyau de la Reine, est le bâtiment qui sert d'entrepôt à toutes les marchandises confisquées pour n'avoir point payé les droits de douane. Au lieu d'envoyer ces marchandises aux hospices et aux institutions de bienfaisance, ou de les vendre au profit du trésor public, comme cela se pratique en France, on les livre aux flammes en Angleterre. Ainsi, le journal de la Cité, *City Press*, de Londres, raconte qu'on vient de brûler des caisses de livres et quatre-vingt caisses de chaises, provenant de la *Queen's pipe*, et dont on aurait pu tirer un meilleur usage que d'en faire des cendres.

— À quelque chose malheur est bon. Par suite de la mobilisation de la landwehr, un bon tiers des détenus pour dettes à la prison de Berlin ont dû être mis en liberté pour enlasser l'uniforme. C'est la première fois que nous voyons la guerre faire des heureux.

— Le *Herald* de New York du 15 du présent s'exprime comme suit à propos d'un navire que l'on croit perdu : « On commence à entretenir quelque appréhension sur le sort du navire *Monarch of the Sea*, capitaine Kirkaldy qui est parti de Liverpool le 20 mars en destination de New-York, c'est à dire depuis 85 jours, et qui n'est pas encore arrivé à sa destination. Il avait son bord plus de 700 immigrants et une cargaison générale. D'autres bâtiments partis à peu près dans la même temps sont arrivés au port de leur destination après une traversée de 35 à 40 jours. On a supposé qu'il avait perdu ses mats et avait relâché à Fayal pour se faire réparer, mais les nouvelles que nous recevons de ce côté, allant jusqu'au 14 mai, n'en font aucune mention. »

— Le brigantin *Myra* a été vu à l'encre hier par MM. Maxham et Cie, et a été adjugé à M. Thomas Savage, de Gaspé, pour la somme de \$4,800.

— Le steamer *Peruvian* est entré dans le port de Québec, hier au soir vers 7 heures, avec 35 passagers de chambre et 480 d'entrepont, et une cargaison complète.

— Le *Herald* de New York du 15 du présent s'exprime comme suit à propos d'un navire que l'on croit perdu : « On commence à entretenir quelque appréhension sur le sort du navire *Monarch of the Sea*, capitaine Kirkaldy qui est parti de Liverpool le 20 mars en destination de New-York, c'est à dire depuis 85 jours, et qui n'est pas encore arrivé à sa destination. Il avait son bord plus de 700 immigrants et une cargaison générale. D'autres bâtiments partis à peu près dans la même temps sont arrivés au port de leur destination après une traversée de 35 à 40 jours. On a supposé qu'il avait perdu ses mats et avait relâché à Fayal pour se faire réparer, mais les nouvelles que nous recevons de ce côté, allant jusqu'au 14 mai, n'en font aucune mention. »

— Une beauté sans mélange est celle que complètent deux rangées de belles dents et on peut l'obtenir en faisant usage du Philodonte du Dr. Pourtier.

HEURES DE LA MARÉE HAUTE.

Matin. Soir.

Lundi..... 18..... 11-11

Mardi..... 19..... 11-11

Mercredi..... 20..... 11-11

Jeudi..... 21..... 11-11

Vendredi..... 22..... 11-11

Samedi..... 23..... 11-11

Annonces Nouvelles

AGUA DE MAGNOLIA.

C'est le délice de la toilette. Supérieur à toute eau
Cologne ; on s'en sert pour laver sa figure et sa personne
pour rendre la peau souple et fraîche, pour faire dis-
paraître l'inflammation, pour parfumer les habits, pour
mal de tête, etc. Cet article est manufacturé avec
richesse Magnolia du Sud, et elle obtient une vogue sa-
cristienne dans l'Europe des deux continents.

Source d'eau de Saratoga, en vente par tous les droguistes.

2011-12-12 10:10:10

Exactement, a dit Solon Shingle ; ils étaient là chaque fois. S'il se sentait mal le matin, il prenait des amers de plantations ; s'il se sentait las le soir, il prenait encore des amers ; s'il manquait d'appétit, s'il était faible, la guérison ou mentalement oppressé, il prenait encore ou amers (plantation bitters) et ils ne manquaient de le mettre dans un état parfait de vigueur.

Pou de personnes ont besoin d'une meilleure autorité mais ceux qui sont dans le cas contraire peuvent lire ce qui suit :

"REV. W. H. WAGONER, Madrid, New-York."

énervé que je pouvais à peine marcher. Les plantations
bâtiers m'ont remis parfaitement sur pied.

— "JAMES HERIMAN," Saint-Louis.

"La Plantation Herimans n'est guère d'un échantillon
des rognons de la région de Saint-Louis. Elle a été fon-
dée depuis des années. Ils ont agi comme un charme."

— "C. C. MOORE, 254 Broadway, New-York."

Mais, et M. Devos, administrateur de l'Ecole Inter-
Nationale, nous a dit que les plantations de Saint-Louis
étaient aux enfants faibles et malades qu'elle avait se-
rues soins et avec les résultats les plus satisfaisants. Nous
avons reçu plus de cent de ces certificats, mais nous
avons aussi vu beaucoup de certificats de décès. C'est
même d'un bon article. Notre fortune et notre réputation
est en jeu. La qualité originale et le haut caractère
des articles restent contenus sous toutes les circonstances.
Il est donc évident un des avantages de la plantation.
C'est la seule plantation nationale qui a été fondée par
des. Des militants ont essayé d'imiter notre non-
mortel article que possible et parce qu'un bon article
peut-être venu aussi bas qu'un article inférieur.
Nous sommes donc très intéressés à ce que vous nous
donniez que vous le veuillez. Surtout sur vos articles. Voyez

notre estemille privée est sur le bouchon de liège.
P. H. DRAKE ET Cie, New-York City.
Source d'eau de Saratoga, en vente chez tous
droguistes.

**PLUS D'UN MILLION DE PIASTRES
SAUVÉES.**

Messieurs, — J'avais un nègre qui valait \$1200 et qui prit froid par une mauvaise blessure à la jambe et inutile pendant plus d'une année. J'avais fait tout ce que j'avais pu sans aucun effet. Jusqu'à ce que j'eusse le baume mexicain du Mustang. Il effectua bientôt la guérison radicale.

W. L. E. ROBERTSON

" Je prends plaisir à recommander le baume mexicain de Mustang comme un article précieux et indispensable pour les plaies, les tumeurs. Nos hommes en ont fait usage pour des brûlures, des rhumatismes, des plaies, etc., et tous disent qu'il agit comme par magie.

" L'entorse que ma fille s'est donnée à la cuisine en l'instant, été entièrement guérie en une semaine, après avoir commencé à faire usage de votre célèbre baume Mustang.

" ED. SEELY.

" Gloucester Mass, 1er août 1863.

" C'est un fait admis que le baume mexicain de Mustang accomplit plus de guérisons en moins de temps, sur un homme et une femme qu'aucun autre article. Tout le monde doit avoir ce remède sous la main. Il est certainement prompt et sûr. Tout article véritable est en vente partout où il y a des pharmacies, tant en la ville que dans les villages.

Source d'eau de Saratoga, en vente chez tous
droguistes.

C'est un article de toilette des plus délicieux pour cheveux.
Il fait disparaître la teigne et la crasse du têtin.
Il tient la tête froide et nette.
Il nourrit la chevelure, l'adoucit et la rend lustrée.
Il empêche les cheveux de devenir gris et de tomber.
Il fait pousser les cheveux sur une tête prématurément chauve.

C'est précisément que fait le Kathaïen de Lyon.
est excellent, il est à bon marché et durable. Il est littéralement venu par charge de charrettes manœuvrées par des hommes et des bœufs pendant de longs jours. Et c'est qu'il n'y a presque pas un magasin dans le pays qui n'en possède, ni une famille qui n'en fasse pas usage.

Source d'eau de Saratoga, en vente chez tous
droguistes.

sa beauté? Qu'est-ce qui donne cette pureté de marbre, cette apparence distinguée que nous observons chez ces personnes appréciées le beau monde. Ce n'est pas le secret. Ils se servent du baume file Magnolia de Hagan. Son usage continu d'efface les boutons, les rugosités de la face et des mains et donne de la souplesse au teint, le rend transparent et élastique. Comme un grand monde de cosmétiques il ne contient rien qui puisse nuire à la peau. Il est en vente chez tous les droguistes à 50 c la bouteille.

W. E. HAGAN, N. Y., chimiste.
DEMAS BARNES ET CO. agents en gros

Source d'eau de Saratoga, en vente chez tous
drguiste.

ment composées de substance lunaire, et détruisent plus ou moins la vitalité et la beauté de la chevelure. C'est le colorant original pour la chevelure, et il s'est élevé à la faveur populaire depuis 20 ans. Il remet les cheveux à leur couleur originelle par l'absorption graduelle de la manière la plus remarquable. C'est aussi un article de toilette pour les cheveux. En vente en boîtes de deux grandeurs—À 50 cts. et \$1.00 chez tous les marchands de médecine.

C. HELMSTREET, chimiste.

Source d'eau de Saratoga, en vente chez tous les marchands de médecine.

EXTRAIT DE GINGEMBRE PUR DE LA JAMAÏQUE DE LYON,
pour l'indigestion, les nausées, le mal de cœur, le mal
de tête, le choléra morbus, etc., et toutes les maladies d

ont besoin d'un stimulant réchauffant. Sa préparation soignée et sa pureté en fait un article à bon marché et s pour les fins culinaires. En vente partout à 50 cts la bouteille. Demander l'extrait pur de LYON. N'en pas prendre d'autre.

Source d'eau de Saratoga, en vente chez tous les druggistes.

BARNES, HENRY et Cie., Montréal, C. E., agents
en gros, des préparations ci-dessus.
18 juin, 1866. 1048 12m
